

Comment les bloquer ?

(éditorial du Syndicaliste indépendant n°234)

à Montreuil, le 9 février 2024

Depuis 4 mois, la population palestinienne se fait massacrer par les bombardements israéliens, avec des dizaines de milliers de morts dont la moitié sont des enfants. La population y est affamée et soumise à la maladie. Dès la première heure, la FNEC FP-FO a appelé à prendre part aux manifestations pour exiger le cessez-le-feu immédiat et permanent, l'arrêt des bombardements et des déplacements de population, la libération des otages et des prisonniers politiques.

Ce massacre a le soutien de Biden et de nombreux gouvernements, dont on nous dit, à propos de l'Ukraine, qu'ils seraient les défenseurs de la paix et de la souveraineté des peuples et que nous, les syndicats, devrions nous ranger derrière eux pour aider à vaincre Poutine et accepter les économies de guerre. La réalité, c'est que cette escalade guerrière a été le prétexte à l'augmentation des budgets militaires de tous les pays membres de l'OTAN, alors que dans le même temps les services publics y sont démantelés. En France, tout en parachevant la destruction de l'Ecole et des diplômés, le président Macron a renouvelé son souhait de généraliser le Service National Universel, pour disposer d'une jeunesse « parée à tous les périls. »

La réalité, c'est que les peuples, les travailleurs et la jeunesse sont toujours les premières victimes des guerres. Notre mobilisation contre la guerre et contre le Service National Universel a tenu une place importante dans le Congrès de la FNEC FP-FO à Angers. La place du syndicalisme ne peut qu'être du côté de la paix : Cessez-le-feu à Gaza ! Arrêt de toutes les opérations militaires, d'où qu'elles viennent ! Aucune « union sacrée » avec les gouvernements fauteurs de guerre !

La situation en France est marquée par la multiplication des grèves dans de nombreux secteurs, avec au centre les revendications salariales. Tous les salariés ont regardé attentivement la mobilisation des agriculteurs qui ont débordé leurs directions syndicales et engagé un mouvement pour défier le gouvernement. Certes, ils ont été trahis par la direction de la FNSEA qui les a appelés à « poursuivre le mouvement sous d'autres formes » alors même que Gabriel Attal n'a pas répondu aux principales revendications sur les prix planchers et les traités de libre-échange. Mais les agriculteurs ont remis à l'ordre du jour la question restée en suspens durant la mobilisation contre la réforme des retraites : « comment bloquer le pays ? »

La page des retraites n'est pas tournée parce que la colère sociale reste totale... La volonté d'en découdre aussi. A l'Education nationale elle s'est exprimée dans la manifestation initiée par FO le 25 janvier à Paris en défense de l'enseignement spécialisé et des AESH, et la grève très largement suivie le 1^{er} février. Comme des millions de salariés, les personnels refusent l'effondrement de leur pouvoir d'achat. Ils refusent leurs conditions de travail insupportables : les écoles, les établissements et les services manquent de tout, partout. Avec les parents d'élèves, avec les lycéens, ils refusent les contre-réformes à marche forcée : Parcoursup, le SNU, le « choc des

savoirs », la casse des lycées professionnels, la destruction de l'enseignement spécialisé et l'inclusion systématique et forcée...

Comme l'immense majorité, ils veulent en finir avec toutes ces politiques qui remettent en cause aussi bien les acquis ouvriers de l'Ecole, que ceux de la Santé et de la Sécurité sociale, qui sont attaqués chaque jour par le gouvernement Macron-Attal pour satisfaire les marchés financiers.

Dans tous les départements les mobilisations se poursuivent, notamment contre les fermetures de classes et pour exiger les postes et les heures nécessaires. Comme les agriculteurs, personnels et parents d'élèves décident des blocages, des occupations d'écoles, des rassemblements devant les DSDEN. Nos syndicats FO sont à leurs côtés.

Parce que le gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix que celui de tout bloquer, la FNEC FP-FO propose partout, dans les écoles, les établissements et les services, de discuter et d'organiser le blocage par la grève, si possible dans l'unité des syndicats et avec les parents d'élèves, pour gagner sur nos revendications.